

Quand va-t-on reparler du peuple?

À l'aube de deux années électorales consécutives, les hommes politiques flamands semblent accorder très peu d'attention à leur propre peuple, fixés comme ils sont sur "l'autre" - l'étranger, le transmigrant, la femme trop voilée ou celui qui ne maîtrise pas assez le néerlandais. Quel parti se chargera de nos tâches et préoccupations quotidiennes ?



Le phénomène dure depuis des années et ne cesse pas: l'attention pour ce qu'on a appelé un jour le débat "multiculturel" et ce qu'on appelle à présent le "discours identitaire". Le meilleur exemple demeure la lettre ouverte dans le quotidien De Morgen où De Wever a coloré le débat sur le coût de la sécurité sociale en l'éclairant d'un prisme identitaire. En cas de migration massive, écrit-il, "nous ne pouvons pas maintenir notre système social au niveau actuel. Si nous choisissons cette voie, il nous reste deux options : une sécurité sociale fermée uniquement accessible aux personnes qui y contribuent ou son effondrement."

Le président de la N-VA a obtenu exactement ce qu'il voulait : une polémique énorme, et surtout à gauche. Cela souligne à nouveau à quel point De Wever détermine les contours de la discussion sociétale. Bureaux d'études, organisations de la société civile et rédactions se mettent à compter : combien coûte la migration, et combien rapporte-t-elle ?

Après, le coût de la sécurité sociale est très important. Des ténors de la politique tels que Jean-Luc Dehaene (CD&V) et Frank Vandenbroucke (SP.A) y ont consacré les meilleures années de leur carrière. Curieusement, on fait ces calculs dès qu'on évoque le coût éventuel de nouveaux demandeurs d'asile. Par contre, ce genre de décomptes se fait attendre lors de discussions sur d'autres nouveaux venus problématiques : pensez au service taxi Uber ou service de coursiers Deliveroo.

Ces entreprises sont qualifiées de "disruptives" - déstabilisantes, ou menaçantes - et dans leur cas ce mot n'est généralement pas synonyme de compliment. Aussi Uber et Deliveroo sont-ils des exemples d'une économie moderne et intelligente qui accorde une attention maximale au client. Simultanément, elles sont tout aussi disruptives pour le bien-être social pour leurs "collaborateurs" - ne dites surtout pas "employés" ou "personnel" - et finalement pour le coût de la sécurité sociale.

Les critiques contre Uber et Deliveroo sont axés sur la concurrence qu'ils font subir au secteur de taxi belge ou au problème de faux indépendants et de risques personnels qu'ils répercutent sur de jeunes courriers ingénus. Il y a beaucoup moins d'attention pour le coût de leur modèle économique pour notre sécurité sociale. À tort.

Uber et Deliveroo préféreraient en effet ne pas payer du tout de cotisations sociales. Et ce qui est disruptif aussi, c'est qu'ils n'y vont pas par quatre chemins. Ils se moquent qu'officiellement les organisations d'employeurs belges estiment que les entreprises aussi doivent livrer une contribution juste à la prospérité collective. En faisant le moins de coûts possible, ils gardent les tarifs aussi bas que possible pour leurs clients et les bénéfices aussi élevés que possible pour eux. C'est ce que veulent la plupart des entreprises, évidemment, mais les Uber et Deliveroo de ce monde appliquent impitoyablement cette vision sur le dos de la sécurité sociale. Pourtant, on utilise à peine l'argument du "coût de la sécurité sociale" contre eux.

Manifestement, il est plus facile de dire: "Les migrants risquent de rendre notre système de chômage impayable" que d'expliquer que tous les euros que les entreprises ne doivent plus verser à la sécurité sociale ne vont pas non plus à nos caisses de pensions.

Il en va de même pour la sécurité défaillante sur les parkings d'autoroutes, et la situation précaire de "nos" chauffeurs de camion. C'est un grave problème, m'a confié récemment un ami d'enfance routier qui traverse la moitié de l'Europe. Mais il ne parlait pas de transmigrants, mais de ses collègues d'Europe de l'Est. Il raconte des histoires terrifiantes de chauffeurs de camion qui se volent entre eux. Ces dernières années, l'UTB, l'Union socialiste d'ouvriers du transport a écrit sept rapports sur la sécurité défaillante sur nos parkings. Sept.

Manifestement, le problème ne fait la une que s'il se réduit à un discours manichéen à propos de voleurs africains et de routiers européens. Ou cet autre débat est-il aussi

sensible ? Car alors il faut parler des trous dans la réglementation sociale européenne. Des entreprises belges qui sous-traitent leur personnel en Europe de l'Est ou pourquoi nous aimons faire appel à des services bon marché issus de Roumanie ou de Moldavie. Si c'est meilleur marché pour nous, nous supportons les nuisances sur les parkings. Nos chauffeurs n'ont qu'à se débrouiller. Si un groupe d'Africains misérables surgit sur ce même parking, nous nous sentons aussi menacés que les chauffeurs.

Cette fixation identitaire s'exprime forcément à l'approche des élections de 2018 et 2019. C'est ce qu'illustre la couverture sur les nouveaux candidats "intéressants" pour les élections communales d'octobre. Ces dernières semaines, sur les centaines de nouveaux venus sur les listes trois personnes - trois ont eu 90% de l'attention. Le week-end dernier, on a appris que l'ancienne journaliste Hilde Sabbe avait rejoint Dyab Abou Jahjah: son projet politique doit son existence à la question identitaire. Il y a aussi Darya Safia, la candidate iranienne présentée par la N-VA. Comme l'écrivait De Standaard le week-end dernier : "Discutez deux minutes avec Darya Safia et elle vous parle du voile et de la montée de l'islamisme, contre laquelle elle aime nous mettre en garde." Et ce n'était encore rien comparé au temps d'antenne consacré à Jinnih Beels, l'ancienne commissaire de police née en Inde. Son mélange étonnant d'"allochtone" et d' "ordre" en font le "lapin blanc" idéal présenté d'ailleurs par l'alliance progressive Samen et puis par le sp.a anversois.

C'est donc trois sur trois, à droite et à gauche. C'est comme si nos partis n'étaient plus à la recherche d'enseignants engagés ou d'infirmiers qui ont quelque chose d'intéressant à dire. De pensionnés éternellement jeunes. D'ouvriers et d'entrepreneurs qui ne se détournent pas de la politique, mais qui après leurs heures retroussent leurs manches pour leur bibliothèque, de meilleurs terrains de sport ou le bien-être des commerçants locaux. Jinnih Beels aurait-elle quelque chose à dire sur la sécurité autour des écoles ? Hilde Sabbe aurait-elle une position sur le rétablissement nécessaire du tissu social dans les quartiers urbains sensibles aux violences ethniques?

Pourquoi ne pas demander à Safai - une dentiste qui gère plusieurs cabinets avec son mari - comment elle y arrive : soigner autant de patients, et en même temps continuer à proposer des soins de qualité à tous ? Peut-être que Safai expliquera que si elle réussit c'est parce que ses soins sont bons et payables. Que c'est grâce à son approche des patients. Cela n'est-il pas plus pertinent que de remâcher un vieux débat sur les voiles : l'"interdiction de guichet" du bourgmestre d'Anvers de l'époque Patrick Janssens (sp.a) date de 2007, l'interdiction du voile dans l'Athénée royal d'Anvers de 2009 et l'interdiction de la burqa avait été votée en 2011.

Voulez-vous, chers politiciens (et nous, tous les médias dans votre sillage) cesser cette fixation sur "eux" ?

Voulez-vous, chers politiciens (et nous, tous les médias dans votre sillage) cesser cette fixation sur "eux" ? Peut-on à nouveau se préoccuper du peuple ? De tous ces Belges qui travaillent dur, quels que soient leurs couleur de peau, religion, origine, sexe ou âge ? Voulez-vous à nouveau accorder de l'attention à notre santé, nos enfants et les personnes âgées, nos hobbies, notre mobilité, notre pension - bref : à nous ? À vos habitants et votre pays ?